

UNIVERSITÉ GRENOBLE

JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE GRENOBLE RÉALISÉ PAR L'AGEG - UNEF

20 CENTIMES

MARS 1971

N° 95 (Nouvelle série)

Le 59^e Congrès de l'U.N.E.F. - DIJON - 21-23 février :



Echec à MARCELLIN!
Echec à GUICHARD !

4/11/71 14/2

UNIVERSITÉ II: "Un second souffle, mais des moyens insuffisants"

(titre de l'éditorial de M. Quermonne — Bulletin n° 5)

Vieil habitué de la diplomatie et fidèle à ses traditions, Monsieur QUERMONNE en a le flou et l'imprécision dans la formulation; il sait ne pas dire, et dire ce qu'il pense être de nature à détourner l'attention du principal, tout en laissant croire qu'il dit l'essentiel.

La lecture de son dernier éditorial, qui ne déroge pas à ce principe, fournira cependant maint sujet d'inquiétude et de préoccupation à celui qui le lira; les étudiants, les enseignants, le personnel, confrontés chaque jour à la « dure réalité des choses », ne manqueront pas d'y rechercher des réponses au pourquoi de leur situation; ce qu'ils y trouveront ne sera pas de nature à les rassurer.

Pour ainsi dire, cet éditorial constitue le testament du défunt conseil, et il retrace en quelque sorte l'état de la situation dont hérite le nouveau, les impératifs qui seront les siens, et qui aux dires du président, résulteraient des seuls « objectifs prioritaires fixés dans les statuts ».

La phase qui vient de se terminer, aux dires mêmes de l'éditorialiste, est la phase d'installation des structures de la loi d'orientation, c'est-à-dire, du cadre fixé par le pouvoir après la grève générale de Mai-Juin 1968 pour permettre la mise en place des mesures essentielles réclamées par le patronat, mesures auxquelles la grève générale avait fait échec: sélection, adaptation de l'université aux exigences de l'économie de profit par la restructuration de tout le système de formation et d'éducation.

Force nous est de constater que M. Quermonne pose un voile pudique sur la résistance des enseignants et des étudiants à la mise en place de l'Université et des U.E.R., qu'il ne fait pas état du refus de votre massif des étudiants lors des diverses élections, qu'il ne fait pas état de la bataille qui a abouti au retrait

du projet de double carte qui aurait abouti à accentuer sélection et ségrégation sociale à l'Université.

Pourquoi ?

Pourquoi M. Quermonne passez-vous pudiquement sous silence les vœux que vous avez plusieurs fois formulés en ce qui concerne les organisations syndicales et les libertés politiques ?

Or, il est bien connu que vous aviez, lors de votre installation, l'ambition de mettre en place un système quasi-corporatiste, puisqu'il était question que les étudiants aient à payer lors des inscriptions une cotisation obligatoire à une association d'étudiants.

Il est bien connu également que le projet de règlement intérieur que vous proposiez de faire appliquer en ce début d'année constituait une atteinte brutale aux libertés de réunion, d'expression, d'organisation dans l'Université. Il en reste quelque chose, puisque encore aujourd'hui, les réunions, quelles qu'elles soient, sont interdites le soir à l'Université.

Force nous est de constater également que votre conseil a refusé la pratique de tous les services administratifs où existent des commissions paritaires entre représentants de l'administration et représentants du personnel. (Ces commissions paritaires ont à connaître tous les problèmes touchant au statut, à la carrière, à la rémunération...). Qu'a décidé votre conseil ? Que les syndicats n'étaient pas à même de représenter les intérêts du personnel et de défendre ses revendications, puisque, contrairement aux décisions unanimes du personnel, ils ne seraient pas habilités à présenter seuls des listes de candidats à l'occasion des élections.

Quelle est la logique de tout cela ?

La destruction de l'indépendance des organisations syndicales, la remise en cau-

se, non seulement de leur représentativité, mais de leur existence.

Ne serait-ce pas que la participation exige que les différentes parties en présence soient solidement encadrées par des organisations corporatistes, des « amicales », incapables, et pour cause, de reprendre à leur compte les revendications ?

De quoi hérite le nouveau conseil ?

Quelles vont être ses tâches ?

Là encore, par delà les paroles apaisantes, dévoilant une partie des préoccupations pour mieux masquer les autres, nous sommes bien obligés de constater qu'il y a matière à inquiétude !

Citons d'abord Monsieur Mainguy, directeur de l'U.E.R. des Sciences Economiques.

« Ces graves insuffisances (d'encadrement et d'enseignants qualifiés — N. R.), sont actuellement très profondément ressenties par l'ensemble des enseignants et des étudiants de l'U.E.R., ainsi que j'ai eu mieux l'occasion de vous en rendre compte. Elles se traduisent non seulement par une surcharge des enseignants, qui nuit à la qualité de l'enseignement, mais encore, par l'impossibilité, même simplement numérique, d'encadrer les étudiants comme il serait nécessaire de pouvoir le faire, si l'on veut substituer progressivement aux cours magistraux les nouvelles méthodes pédagogiques. L'insuffisance est particulièrement sensible dans l'enseignement des techniques quantitatives et plusieurs incidents se sont déjà produits avec les étudiants du 1^{er} cycle, dont les protestations étaient incontestablement fondées; si une telle tension se maintenait, on pourrait craindre des troubles qui ne seraient imputables à rien d'autre qu'à la volonté de faire des études sérieuses ». Souligné par nous — extrait du rapport sur les besoins de l'U.E.R.

Que demandait ce rapport à l'époque ? 17 postes d'enseignants ayant des fonctions magistrales, 24 postes d'enseignants ayant des fonctions d'assistance (le taux d'encadrement serait ainsi porté à 78 pour 500 !).

Combien de postes ont été créés ? 8 pour toute l'Université.

Monsieur Quermonne, allez-vous donc charger les enseignants de la responsabilité de la pénurie et de la sélection ?

Car comment pourrait-il en être autrement si les conditions d'un enseignement correct ne sont pas assurées ?

Comme le disait un étudiant de 3^e année de Sciences Eco., « si vous craignez tant le « pompage », lors du partiel, n'est-ce pas que nous n'avons pas eu un enseignement nous permettant de faire face à un contrôle des connaissances intelligent ? ».

Qu'allez-vous répondre, que va répondre votre nouveau conseil : aux chercheurs qui ne sont pas payés, au personnel du C.E.R.A.T. et de l'I.R.E.P., alors que les instituts de recherche en question sont menacés d'une année à l'autre de fermeture, car l'Université ne peut garantir aucun poste ni crédit public de fonctionnement ?

C'est là un premier aspect de l'héritage.

Et si nous allons plus loin, nous savons que c'est contre les conséquences de la politique que vous appliquez, vous et votre conseil, M. Quermonne, qu'à plusieurs reprises, les enseignants, le personnel et les étudiants ont engagé la lutte, c'est contre les partiels sélectifs en Economie, contre l'anarchie des colles-surprise en Droit, pour le dédoublement de certains T.P. en Histoire, que les étudiants ont engagé des actions; et en face de leurs revendications, ils vous ont trouvé, M. Quer-

SUITE PAGE 5



k'store

26-28 cours berriat
en plein cœur de grenoble

un nouveau style de grand magasin

- un choix étendu des plus grandes marques dans les BOUTIQUES
- un SUPERMARCHÉ alimentaire.
- un PARKING couvert, l'ESSENCE vendue avec discount,
- un RESTAURANT SELF-SERVICE un BAR
- une BRASSERIE à proximité immédiate de 5 cinémas
- des activités de services banque assurances
achat et location de voitures

k'store dans tous les k



k'store par avenue alsace lorraine, angle cinéma gaumont
de 9 h à 20 h, la 1/2 heure 0,50 F - après 20 h la 1/2 heure 0,25 F

UNIVERSITÉ III :

Contre la pénurie gouvernementale,
Contre la sélection,
Contre ceux qui l'applique,
Contre les conseils patrons de combat,

Les étudiants se mobilisent

LABORATOIRE DE LANGUES.

Un scandale ! — Employés par le Conseil depuis le début de l'année, les étudiants des laboratoires et des T.P. n'ont perçu qu'un mois et demi de leur salaire.

Réunis en A.G., ils décident d'envoyer une délégation auprès du Conseil, leur employeur, pour réclamer :

— Le paiement immédiat de leur salaire ;

— Un paiement désormais régulier en fin de mois.

Le Conseil, en vrai patron de combat, refuse de les recevoir !

ANGLAIS 1^{er} et 2^e ANNEES.

Les étudiants refusent les modalités sélectives de l'examen. Ils votent une motion demandant « l'oral pour

tous », refusant l'admissibilité à 10 à l'écrit.

La motion est portée au Conseil, le Conseil répond : **NON.**

Parce que la pénurie des professeurs ne lui permet pas d'organiser « l'oral pour tous ».

Ainsi, le Conseil, aménageant la pénurie gouvernementale, organise un examen qui n'a rien d'un véritable contrôle des connaissances, un examen-prétexte à éliminer 3 étudiants sur 4.

Les premiers partiels l'annoncent clairement.

Résultats : 1^{er} année.

Thème : 41 étudiants sur 280 obtiennent la moyenne.

ANNULATION DU PARTIEL !

EN LETTRES MODERNES,

LA SÉLECTION :

— Dans l'U.V. de grammaire, les premiers résultats de partiels sont catastrophiques ;

— L'application du décret du 19 mars 1970, en instituant un double contrôle (contrôle continu + examen terminal), permettra une sélection massive, en particulier des étudiants qui travaillent.

Partout, contre la pénurie, contre les modalités sélectives des partiels et des examens, les étudiants se mobilisent à l'initiative et avec l'U.N.E.F.

Partout, ils se heurtent à ceux qui, à l'Université, aménagent la pénurie gouvernementale.

C'est toujours contre les étudiants, contre leurs intérêts, que les Conseils,

aussi modernes, aussi « rénovés » soient-ils, gèrent la pénurie et mettent en place le décret du 19 mars.

Ce sont toujours les plans de Guichard que met en place le Conseil.

MAIS LE COMBAT DES ETUDIANTS PEUT TOUT CHANGER.

Il est partout possible de faire reculer les conseils.

Avec l'U.N.E.F. :

— Pour le paiement immédiat des étudiants,

— Contre les partiels sélectifs,

— Contre le décret du 19 mars 1970,

— Contre l'admissibilité à 10 en anglais,

**NON A LA PENURIE-SELECTION !
NON AUX CONSEILS GUICHARD !**

Les étudiants en psychologie préparent le combat contre Guichard

Les écoles et les lycées, les services sociaux, les instituts de recherche, l'enseignement supérieur, manquent cruellement de psychologues, ce n'est un secret pour personne.

Pourtant, les postes sont rarement créés, pour ne pas dire jamais, et la loi Faure veut instaurer en fait la suppression de ce secteur universitaire et son utilisation exclusive par les entreprises privées.

En effet, que viennent faire les psychologues dans « l'Université Nouvelle » voulue par Guichard ? A vrai dire, rien : les psychologues sont « inutiles, non-rentables ». Il faut en éliminer les 2/3 « dans une interprétation généreuse des besoins » (Guichard), et utiliser le 1/3 restant au service du privé.

Comme il est difficile de fermer une fac du jour au lendemain, que fait-on ? On cherche à rendre les études impossibles dans les faits : les cours sont morcelés entre Lettres et Sciences, les droits d'inscription doublés, les postes d'enseignants inexistant pour plusieurs matières d'examen, les quotas de sélection vertigineux (plus de 80 %), les diplômes progressivement dénationalisés et concurrentiels...

Mais cela, les étudiants en psychologie ne l'acceptent pas. Déjà, à Lille, à Paris, à Nantes... ils se sont mobilisés à l'initiative de l'U.N.E.F., parce qu'ils ont le droit de faire des études, et ils ont gagné sur des points particuliers.

Mais gagner sur le plan local ne suffit pas. Les décrets de Guichard contre les étudiants en psychologie sont nationaux, et qu'on soit Grenoblois ou Lillois, les problèmes sont en fait les mêmes ; c'est pourquoi, à l'initiative du Groupe des Etudiants en Psychologie de l'Université de Paris (U.N.E.F.), la Conférence de défense des étudiants en psychologie s'est tenue à Paris les 6 et 7 mars. Les revendications nationales y ont été définies et discutées, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les faire aboutir. Plusieurs délégués de Grenoble, élus pas leurs amphes et T.P., y ont participé. Les syndicats enseignants et travailleurs de la profession y étaient invités.

Guichard et le gouvernement auquel il appartient ont fait la preuve de leur incapacité à satisfaire nos revendications et de leur volonté de démanteler l'Education nationale. C'est aux étudiants, aux enseignants, aux travailleurs, à leurs organisations syndicales, dans l'unité, de les mettre en échec. Aujourd'hui, cette victoire est possible.

C'est le sens du combat qu'ont déjà engagé avec l'U.N.E.F. les étudiants en psychologie.

TOUT EST BON CONTRE L'U.N.E.F.

Malgré les calomnies, la campagne gouvernementale pour détruire l'U.N.E.F.,

Malgré les provocations dont en début d'année ses militants à Grenoble ont été l'objet,

Malgré les scissionnistes du Renouveau qui veulent faire de l'U.N.E.F. l'appendice des conseils de gestion,

L'U.N.E.F. VIT A LA FAC. DES LETTRES.

Son A.G. du 9 février l'a clairement affirmé :

— 141 voix pour le texte d'orientation présenté par le bureau sortant (Unité syndicale).

— 0 voix pour le texte présenté par le

Renouveau, les militants de cette tendance préférant s'abstenir dès lors qu'ils étaient largement minoritaires.

LES ETUDIANTS ONT CHOISI :

— POUR L'UNITE DE L'U.N.E.F.

— POUR L'U.N.E.F. rassemblant tous les étudiants dans le combat contre Guichard, ses plans et ses conseils.

LES ETUDIANTS ONT CHOISI,

mais ce choix n'est pas du goût de tout le monde :

Le Renouveau battu, le Travailleur Alpin et le Dauphiné enragent.

Battu et archibattu, le Renouveau convoque alors une assemblée de tous ses militants de la place de Grenoble, baptisée « A.G. U.N.E.F. » et après le dépôt de nombreuses procurations finit par rassembler... 132 voix.

Battu et rebattu, mais élu aux conseils-Guichard, le Renouveau entend utiliser ceux-ci contre l'U.N.E.F. et les étudiants.

Non seulement il cautionne l'application du décret du 19 mars et le non-paiement des employés de l'U.E.R. de Langues, mais aussi il participe aux manœuvres anti-syndicales du conseil pour remettre en cause le droit syndical des étudiants (refus de recevoir les délégations syndicales, menaces sur les locaux de l'U.N.E.F....).

Les étudiants n'ont pas laissé normaliser l'U.N.E.F. de l'intérieur.

Elle ne sera pas davantage normalisée de l'extérieur.

HISTORIENS

Les différentes séries d'histoire

U ET U₂

vous proposent plus de 60 titres

Viennent de paraître :

LE SIÈGE D'AUGUSTE

par ROBERT ETIENNE, professeur à l'Université de Bordeaux

U2 n° 139 : 11,80 F

LA FRANCE MÉDIÉVALE, institutions et société

par JEAN-FRANÇOIS LEMARIGNIER, professeur à l'Université de Paris

U : 42,00 F

L'OCCIDENT DE LA FIN DU V^e SIÈCLE A LA FIN DU IX^e SIÈCLE

par GABRIEL FOURNIER, professeur à l'Université de Clermont-Ferrand

U : 41,00 F

DOCUMENTS D'HISTOIRE MODERNE

par F. BILLACOIS, J.-C. HERVE, R. ROBIN et A. ZINK, assistants à l'Université de Nanterre

U2 n° 125 et 126, chacun : 9,80 F

LE DIRECTOIRE

par GEORGES LEFEBVRE

U2 n° 150 : 8,80 F

TECHNIQUES ET SOCIÉTÉS

liaisons et évolutions

par DANIEL FURIA, professeur à l'École Normale d'Apprentissage de Lyon, et CHARLES SERRE, professeur à l'I.N.S. de chimie de Rouen.

Préface de FERNAND BRAUDEL, professeur au Collège de France

U : 47,00 F

Catalogue complet chez votre libraire.

armand colin

LE CLUB C. N. P.

SALLE ART ET ESSAI DAUPHINOIS

● allô : 44 53 24 ●

Tarif Etudiants : 5 F. — Abonnement : 4 F.

Du 10 au 16 mars :

- L'ALLIANCE (5)
Un film de Christian de CHALLONGE
avec Anna Karina
- PROPRIETE INTERDITE
de Sydney POLLACK

Du 17 au 23 mars :

- ENQUETE SUR UN CITOYEN AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON
Prix spécial du jury et de la critique
CANNES 70

Du 24 au 30 mars :

- PAYS DE COGNAC (5)
Un film de Pierre ETAIX
(5) exclusivité au Club C.N.P. en première vision à Grenoble.

Placé sous le signe de la lutte contre la participation, contre la sélection, contre la répression, le 59^e Congrès de l'U.N.E.F. s'est ouvert à Dijon, le 21 février. Un millier de militants — délégués et observateurs — ont assisté à ce Congrès pour faire de l'U.N.E.F., l'organisation des étudiants contre les plans réactionnaires du ministre Guichard.

Après avoir salué la mobilisation des lycéens, aux côtés des étudiants, avec le soutien de l'U.N.E.F., qui a arraché par des manifestations puissantes, résolues et disciplinées, la libération de Gilles Guiot, le Congrès a commencé ses travaux par la validation des C.A. et A.G.E. présents : il faut noter ici l'absence de la tendance U.N.E.F. - Renouveau.

Ce Congrès a décidé à l'unanimité, d'ouvrir cette séance aux observateurs et à la presse : 1 629 mandats ont été délivrés par le collectif de validation.

Dès le 21 au soir, la discussion s'est ouverte par le rapport d'activité de la délégation permanente : le camarade Michel Sérac a souligné l'échec de la participation, expliqué le contenu du décret du 19 mars sur le contrôle des connaissances « véritable arme de guerre contre les étudiants », et montré le rôle qu'a rempli l'U.N.E.F. dans

sation responsable choisit elle-même ses dirigeants ».

Dès lors, ces interventions étant comprises comme le fruit même de l'activité de la délégation permanente qui a su renouer les liens avec les organisations ouvrières, la discussion a pu s'ouvrir, riche d'expérience militante, préciser le rôle et l'importance de ce Congrès qui, en permettant une discussion large et approfondie, en faisant vivre l'U.N.E.F., en dotant l'organisation d'une direction, donne aux étudiants l'outil de lutte contre ce gouvernement de sélection et de répression.

Le Congrès décidait alors d'approuver le rapport d'activité de la délégation permanente par 1 608 mandats pour et 21 abstentions.

C'était ensuite la répartition des groupes de travail de « Commissions » : Vie du syndicat, Santé, Université, Internationale et Orientation, qui permettait à ce Congrès d'avancer dans son travail.

La troisième journée de ce Congrès s'ouvrit sur le rapport des Commissions, suivi d'une discussion essentiellement axée sur le rapport d'orientation qui définissait les propositions d'action pour l'année à venir.

Après le vote des différentes motions issues des Commissions et du texte d'orientation, le Congrès se réunissait à huis-clos afin d'examiner la situation financière de l'U.N.E.F. et d'élire le Bureau National composé de M. Sérac : Président ; Nesterenko : secrétaire général ; Pierrette Bloch : trésorière ; Shapira, Nicole Trioreau, Sonia Ulrich : V.P., et dont le camarade René Revol, Président de l'A.G.E.G., a été élu membre.

Il appartenait alors à Michel Sérac de conclure ce Congrès, en expliquant que, dès le lendemain les militants de l'U.N.E.F. devaient, par une vaste campagne d'agitation sur les facultés, faire vivre le syndicat et préparer « la guerre contre Guichard ! ».



ÉDITORIAL

En dépit de l'interdiction des manifestations, des milliers de lycéens dans rue, avec les enseignants, avec l'U.N.E.F., avec la sympathie active de tous les travailleurs, ont démontré qu'il était possible de faire ECHEC A MARCELLIN.

Gilles GUIOT a été libéré, Marcellin a dû reculer.

C'est sur cette victoire que s'est ouvert le 59^e Congrès de l'U.N.E.F., c'est fort de cette expérience que les délégués de milliers d'étudiants ont discuté et décidé des moyens à mettre en œuvre pour faire reculer le gouvernement des Marcellin et des Guichard.

Nous exigeons :

— Vengeance pour Richard DES-HAYES, le jeune normalien défiguré à vie par la police de M. Marcellin.

— Dissolution des « brigades spéciales ».

— Châtiment des agresseurs de J.-P. SPELLER, ouverture du procès de M. Kaspereit, membre du gouvernement, qui a dirigé les coups des agresseurs de J.-P. SPELLER.

— Libération des emprisonnés politiques.

Nous n'acceptons pas que des gangsters et des nervis à la solde du gouvernement puissent agir à leur gré, comme à Puteaux, où des colleurs d'affiches sont mitraillés par des hommes de main de l'U.D.R.

C'EN EST ASSEZ !

Les étudiants d'Orléans, à l'appel de l'U.N.E.F., ont manifesté contre la venue de PLEVEN.

Les normaliens d'AUTEUIL se sont mis en grève pour le châtiment des agresseurs de leur camarade R. DESHAYES, et lancent un appel à tous les normaliens de France pour les rejoindre dans un combat national contre la répression.

Etudiants, Jeunes et Travailleurs refusent ce gouvernement de la matraque et de la grenade, refusent ce gouvernement fauteur de violences, car ils disent :

NON aux licenciements et au chômage !

NON à la déqualification !

NON à la sélection à l'école et à l'Université !

Le 59^e Congrès de l'U.N.E.F., sur le terrain qui est le sien, a préparé l'action contre ce gouvernement avec enthousiasme et sérieux.

Le dossier universitaire du gouvernement a été étudié et les délégués ont conclu qu'il était à l'image de la répression qu'il déchaîne ; **le gouvernement est directement responsable** de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent des milliers d'étudiants.

— Ce sont des milliers d'étudiants qui ne pourront pas poursuivre leurs études avec l'accroissement de la sélection résultant de l'application du décret du 19 mars 1970, et les étudiants n'acceptent pas : en Sciences Eco, en Anglais, en Histoire, en Médecine, ils remettent en cause l'application de ce décret, dont les conséquences sont souvent ahurissantes, comme en Anglais où les étudiants se ver-

ront éliminés de l'étude d'une langue vivante au moyen d'un seul examen écrit !

— Ce sont des milliers d'étudiants qui n'auront plus accès à l'enseignement ou qui resteront auxiliaires toute leur vie avec la suppression des I.P.E.S. et le projet des I.T.F.P.

Ces mesures sont connues, les revendications élaborées par les



étudiants. Le 59^e Congrès de l'U.N.E.F. a mandaté le Bureau National pour qu'il demande audience à M. Guichard, afin de lui présenter les revendications au nom de tous les étudiants et d'exiger satisfaction. Si le Ministre refuse de répondre positivement aux revendications, il prendra la responsabilité des actions de grande envergure que les étudiants engageront pour obtenir satisfaction. D'ores et déjà, l'U.N.E.F., dans le cadre de l'audience demandée au Ministre de l'Education Nationale, lance dans toutes les Universités de France une vaste campagne d'agitation contre la loi Faure-Guichard et ses conséquences désastreuses. **ETUDIANTS GRENOBLE** - Le Collectif National de l'U.N.E.F. du 14 mars, examinera la teneur des réponses du ministre et, sur la base de la combativité des étudiants, décidera des moyens à une action nationale dressant la force capable de faire échec à Guichard.

La présence et l'intervention des délégués des organisations ouvrières au Congrès de Dijon prouve que l'activité syndicale contre le gouvernement permet à l'U.N.E.F.

TELEGRAMME

DE LA FEDERATION DES ETUDIANTS DE LA CHINE POPULAIRE

« Salut fraternel et vœux de réussite aux délégués du Congrès de l'U.N.E.F. à Dijon ».

la préparation et l'encadrement de la grève des étudiants en I.U.T. et T.S. (préparation des Assises Nationales de Technique Supérieure, constitution du comité de coordination de l'action des I.U.T. et T.S. à Grenoble, manifestation à Paris et en province devant le ministère et les rectorats...).

Enfin, Michel Sérac a conclu sur l'importance et la nécessité de l'unité avec les travailleurs et les enseignants, donnant ainsi la parole aux représentants des organisations ouvrières venues saluer ce Congrès.

Après le salut du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (S.N.C.S.), le camarade Galoni, au nom de la C.G.T.-Force Ouvrière, s'est porté « garant de la légitimité du Congrès de Dijon ».

Au nom de la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.), le camarade Astre, soulignant la nécessité d'un syndicat étudiant puissant, a déclaré : « Il faut que ce Congrès soit celui de la reconstruction définitive ». C'est le camarade Conrad, de la C.F.D.T. qui a conclu en précisant qu'une organi-

AUTOCARS V.F.D.

4, Place de Verdun — GRENOBLE
Téléphone : 44.86.22

- Location de Cars, de 20 à 60 places
- Excursions en France et à l'Étranger

Services réguliers quotidiens pour les stations de sports d'hiver au départ de GRENOBLE pour :
CHAMROUSSE DEUX ALPES
ALPE D'HUEZ

TARIFS SPECIAUX aux Étudiants et aux Groupes
Location Gare Centrale S.N.C.F. Tél. 44.37.22

ES POUR LA LUTTE

RÉSOLUTION GÉNÉRALE

votée par le 59^e Congrès de l'U.N.E.F.

3. — La détermination résolue du 59^e Congrès de l'U.N.E.F. de mener ce combat contre la Réforme FAURE-GUICHARD jusqu'à son terme, c'est-à-dire son abrogation, est fondée sur les résolutions qu'il a adoptées et qui établissent le bilan de l'offensive gouvernementale contre les étudiants visant à les exclure de l'Université par la sélection.

Il affirme que c'est la situation immédiatement ressentie par chaque étudiant en particulier, et par tous les étudiants dans leur ensemble, qui explique l'échec total de la participation par laquelle M. Edgar FAURE entendait imposer que les étudiants « participent » eux-mêmes à leur propre déchéance.

4. — Le mouvement de Mai-Juin 1968, en même temps qu'il a montré la ferme détermination des étudiants au combat, a révélé les limites d'un combat étudiant isolé de la classe ouvrière et de ses organisations. La responsabilité première n'incombe nullement au mouvement étudiant, mais avant tout à ceux qui ont « bradé » la grève générale pour les « élections-trahison » et les accords de Grenelle.

Il reste que si la grève générale ouvrière a contraint De Gaulle à reculer dans la volonté de l'ex-Président de défaire le mouvement étudiant, l'isolement a nourri des tendances qui affirmaient que les étudiants par des « actions exemplaires » conduites en dehors de la classe ouvrière pouvaient remporter, par elles-mêmes, la victoire. Les représentants de ces courants spontanés prétendaient constituer une « organisation politique étudiante » se substituant à l'U.N.E.F. non seulement pour assurer la direction des luttes étudiantes, mais aussi avec la folle prétention de diriger les luttes prolétariennes en se substituant au mouvement propre de la classe ouvrière et de ses Organisations. Le seul résultat atteint par les « théoriciens » de cette nouvelle « avant-garde » qui prétendait que la « périphérie étudiante » allait prendre le contrôle du « centre ouvrier », a été de désorganiser l'U.N.E.F. et de la conduire au bord de l'abîme.

6. — A l'autre pôle du mouvement étudiant, les dirigeants de l'U.N.E.F. Renouveau, tout en prétendant « rénover » le syndicat, ont démontré qu'ils aboutissaient au même résultat que ceux qui entendent construire un « mouvement politique de masse » : la division. En effet, alors que dans le mouvement syndical ouvrier, les militants de l'U.E.C.-P.C.F. condamnent les tendances, ce n'est pas

une tendance qu'ils ont constituée, mais un véritable syndicat scissionniste qui, en violation des décisions du 58^e Congrès d'Orléans, a présenté ses candidats aux élections-trahison des Conseils d'U.E.R. dans le cadre de la participation-GUICHARD, condamnée par plus de 80% des étudiants. Par là même, les dirigeants de l'U.N.E.F. Renouveau ont démontré qu'ils ne cherchaient qu'à constituer un « syndicat » politique chargé d'appliquer la politique participationniste présentée par Edgar FAURE, votée au Parlement par les dirigeants du P.C.F. et ceux du Parti gouvernemental U.D.R.

7. — En effet, dans les conditions présentes, le corporatisme, c'est l'atomisation du « mouvement politique » prétendument de masse, qui élèverait les intérêts limités et bornés d'une tendance politique contre les intérêts généraux de tous les étudiants de toutes tendances. Le corporatisme, c'est la politique scissionniste de l'U.N.E.F. Renouveau qui tente de désagréger l'U.N.E.F. pour constituer des « syndicats » participationnistes-corporatistes intégrés à l'Etat par l'intermédiaire de la participation aux Conseils d'U.E.R.

8. — C'est en considération de ces principes que la Délégation Permanente de l'U.N.E.F. a pris toutes ses responsabilités dans le combat engagé pour la libération du lycée Gilles GUIOT, le châtimement des policiers qui ont agressé le Normalien Richard DESHAYES et pour que justice soit rendue au jeune ouvrier typographe Jean-Pierre SPELLER. L'U.N.E.F. a appuyé toutes les actions qui ont contraint le gouvernement à libérer Gilles GUIOT.

9. — Fidèles aux traditions du Syndicat étudiant, le 59^e Congrès de l'U.N.E.F. affirme sa pleine solidarité et son appui inconditionnel aux peuples indochinois en lutte contre l'impérialisme U.S. qui, relayant l'impérialisme français, tente depuis 1945 d'écraser par le fer, le feu, les gaz et le

napalm de sa puissance militaire, le combat pour l'indépendance et l'unité du Vietnam.

18. — Le 59^e Congrès de l'U.N.E.F., au nom des 600 000 étudiants menacés dans leur avenir immédiat, déclare solennellement rejeter « l'ordre » de M. GUICHARD qui, appuyé par les C.R.S. de M. MARCEL-LIN, entend leur imposer une Réforme qui les exclue de l'Université et les voue au chômage, à la déqualification et à la déchéance.

Il sait également qu'il ne peut s'attendre qu'à de la haine de la part de ceux, qui sous une forme ou une autre, participent à l'œuvre de destruction de l'U.N.E.F.

Mais le 59^e Congrès de l'U.N.E.F. sait également que dans son combat, il peut et doit être appuyé par la classe ouvrière unie, parce que la Réforme FAURE-GUICHARD qui entend rejeter les étudiants de l'Université, s'insère dans le VI^e Plan qui rejette du droit au travail et à l'existence les mineurs de Lorraine, les ouvrières des Textiles du Nord, les viticulteurs du Midi, les petits paysans fermiers de Bretagne, les maîtres auxiliaires de l'Enseignement Secondaire, les travailleurs rejetés du travail qualifié par la mise en place de l'automatisation sous le contrôle des capitalistes et de leur Etat.

C'est pourquoi, dans le cas où M. Guichard refuserait de donner satisfaction aux justes revendications des étudiants, le 59^e Congrès de l'U.N.E.F. mandate le Bureau National pour engager le combat uni et jusqu'au bout.

Dans le cadre de la demande d'audience à Guichard que fera le Bureau National pour lui présenter les revendications de l'U.N.E.F., l'U.N.E.F. œuvrera pour obtenir le soutien le plus large des organisations du mouvement ouvrier. Le Congrès prend la décision d'engager dans toutes les facultés et écoles, la plus large campagne d'agitation et de mobilisation des étudiants, sur la plateforme revendicative qui unifiera dans les Assemblées Générales, les meetings, délégation et manifestations organisés par les A.G.E. et C.A. U.N.E.F. les combats de milliers d'étudiants.



U.N.E.F. de France ; et ce n'est pas la réunion d'un aréopage scissionniste qui y changera quelque chose.

Dans ce numéro du **Grenoble Université**, nous ne nous sommes pas bornés à répondre au Renouveau. D'une certaine manière, la vie commence à trancher elle-même le débat :

- La grève générale des I.U.T. et L.T.S. ;
- la lutte des étudiants salariés de l'Université III contre le conseil, patron de combat ;
- la richesse de la **discussion syndicale** qui a présidé à la préparation et à la tenue du Congrès de Dijon (voir Tribune Libre) ;
- la grève et la manifestation des lycéens pour la libération de Gilles Guiot, avec la participation active de l'A.G.E.G.-U.N.E.F.

Mais pour rester fidèles à l'esprit même du Congrès de Dijon, nous ne devons pas nous laisser griser par ces premiers succès qui exigent de nous autant d'enthousiasme que de sérieux. Les mouvements qui se sont déjà développés ne sont que l'amorce et l'annonce

d'une mobilisation générale contre Guichard-Marcellin.

Notre organisation, l'U.N.E.F., doit la préparer. Mais la situation exige de nous, d'inscrire dans la réalité l'U.N.E.F., l'organisation syndicale, ouverte à tous, capable de rassembler et d'agir. Et nous en avons les moyens.

L'U.N.E.F., refusant aussi bien la « participation » que la « théorie du mouvement politique de masse », en choisissant de rester fidèle à sa vocation syndicale, a renoncé à la division.

Les étudiants qui se mobilisent et se mobiliseront contre la loi Faure et ses conséquences disent et diront par là-même si ce choix était justifié, si l'U.N.E.F. a choisi l'unité et le combat contre Guichard.

Au travail.

René Revol,
Président de l'A.G.E.G.,
Membre du Bureau National
de l'U.N.E.F.

“Un second souffle, mais des moyens insuffisants”

(SUITE DE LA PAGE 2)

monne, vous et votre conseil, parlant au nom de Guichard, pour refuser d'accorder satisfaction aux justes revendications des étudiants.

Que dire d'autre ?

Eh bien, que tout simplement et très logiquement, les tâches que vous assignez au futur conseil ne sont que ce qu'on pouvait en attendre, l'application directe des mesures dont Guichard souhaite la mise en place depuis qu'il est ministre ; c'est-à-dire qu'il s'agit de faire passer dans la réalité les axes de la loi d'orientation, contre lesquels étudiants et enseignants ont combattu. (Ingérence du privé, adaptation à l'économie régionale, rentabilisation, destruction des secteurs d'enseignement non rentables, sélection...).

Vous nous permettez de citer :

« Le conseil sera invité à délimiter le champ de l'expérience de premier cycle interdisciplinaire qui sera mis en place à la rentrée d'Octobre 1971. »

Allons-nous assister à la multiplication des Unités de Valeur sans liens les unes avec les autres, qu'il faudra collectionner ?

« Comme les autres entreprises publiques, les universités doivent se doter d'une gestion rationnelle. Ainsi, un certain nombre de filières de formation des étudiants sont inadéquates et désuètes. Elles devront être réformées ou supprimées. »

Qu'est-ce à dire ?

Si l'on en croit ce qui se passe nationalement, c'est par exemple la suppression des enseignements de sociologie et de psychologie qui est à l'ordre du jour ; c'est la suppression de tous les enseignements qui pourraient porter les étudiants à réfléchir, tels l'histoire, la philo, l'économie ; si le projet de suppression des I.P.E.S. passe dans les faits, la tâche de votre conseil sera d'instaurer la sélection dès le

départ dans toutes les matières où départ dans les I.P.F.P. auront accès à la seule ceux qui seront recrutés, dès la profession d'enseignant ; c'est le remplacement de l'enseignement de l'économie par celui de la gestion que vous voulez organiser.

Comme vous le dites vous-même, « la loi d'orientation a défini des structures, il est temps de lui donner un contenu ». Eh bien, ce contenu est simple, et tout le monde le connaît aujourd'hui parfaitement. Il ne peut être que celui qu'ont souhaité M. M. Fouchet, Faure et Guichard. Vous êtes, Monsieur Quermonne, leur complice. Certes, les difficultés matérielles vous rendent la tâche plus difficile, certes, vous tirez la sonnette d'alarme : « attention, attention, je fais de l'acrobatie depuis deux ans, si vous me laissez aussi peu de moyens, je ne pourrais pas résister face aux étudiants, aux enseignants, au personnel ». Mais c'est justement cela, c'est cette responsabilité que le pouvoir vous a déléguée ainsi qu'aux conseils.

Alors ? Est-ce la faute à « l'opinion publique » mal informée ? Personne ne le croira. Personne ne peut vous croire quand vous dites « elle ne sait pas que cette agitation n'affecte qu'une infime partie de l'activité universitaire ». Bien loin de là ! et vous le savez.

L'U.N.E.F. après son Congrès de Dijon, plus que jamais sera à l'initiative des luttes étudiantes. Elle organisera les combats contre les conséquences de la loi d'orientation. Vous, Monsieur Quermonne, vous qui gérez au nom du « modernisme », vous acceptez la loi d'orientation. Vous prenez la responsabilité en appliquant la sélection. L'U.N.E.F. et les étudiants sauront prendre les leurs, et arracher, comme à l'I.E.P. pour les crédits du laboratoire de Langues, ce que Guichard refuse aujourd'hui.

P. A. GAIDE.

GRÈVE NATIONALE DES I.U.T. ET T.S.

Chronologie de la grève

30 janvier : Assemblée générale à l'I.U.T. de Saint-Denis.

- Définition des revendications ;
- Non à l'examen-sélection ;
- Les militants U.N.E.F. des I.U.T. et T.S. convoquent des assises nationales.

6 février : Assises nationales du Technicien Supérieur à l'I.U.T. de Saint-Denis.

- Plaquette de revendications ;
- Délégation non reçue par le ministère. Donc, mot d'ordre de grève générale des I.U.T. et T.S. ; assemblées générales tous les deux jours ;
- Tentative de sabotage de l'action par l'U.N.E.F.-Renouveau ;
- Grenoble : Comité National de Coordination.

DELEGATIONS, MOTIONS, MEETINGS.

SOUTIENS REGIONAUX, SOUTIENS NATIONAUX :

- LE MINISTÈRE REFUSE LA DISCUSSION.
- VERITABLE PROVOCATION CONTRE LES ETUDIANTS.

13 février : Assemblée nationale des Comités de Grève à Grenoble.

- Nouvelles tentatives de sabotage de la grève par l'U.N.E.F. - Renouveau et par les étudiants corporatistes ;

Devant les provocations du ministère, couplées avec les différentes manœuvres de division de l'UNITE, les étudiants envisagent de nouveaux moyens d'action. (La grève continue. Manifestations unitaires syndicats étudiants I.U.T.-T.S. en province et à Paris devant le ministère de l'Education Nationale.)

GRENOBLE est mandaté pour assurer la permanence du COMITE NATIONAL DE CETTE GREVE.

17 février : Manifestation à Paris de 800 étudiants en I.U.T.-T.S., représentant les différents comités de grève ; le ministère recule ; il reçoit la délégation des étudiants conduite par le président de la délégation permanente de l'U.N.E.F. Cependant, aucun résultat concret n'est acquis.

Le même jour, en même temps, l'U.N.E.F.-Renouveau, pour saboter le mouvement, appelle à un rassemblement dans un autre endroit de Paris : l'I.U.T., avenue de Versailles. Pétition. 30 étudiants du même I.U.T., diffuseurs réguliers de L'Humanité, sont présents. La tentative de démobilitation a échoué.

18 février : Manifestations des étudiants en I.U.T. et T.S. dans différentes villes de province, avec délégation au rectorat et motions transmises au ministère.

20 février : Intersyndicale sur le plan national. SNES, SNESup, C.G.T., UNEF-Renouveau ont brillé par leur absence (à noter que ces différentes organisations sont animées par la même tendance politique).

24 février : nouvelle Intersyndicale sur le plan national. Comme la première fois, refus de soutien des mêmes organisations. Présence de : CGT-FO, CFDT, UNEF (étudiants en IUT-TS), UGIC.

26 février : Réunion nationale des Comités de Grève à Grenoble. Tous les moyens possibles ont été mis en œuvre, dans le cadre des I.U.T. et T.S. isolés.

Afin d'éviter que la grève ne pourrisse, et pour que l'unité d'action des étudiants soit préservée, reprise des cours nationalement le lundi 1^{er} mars. Deux perspectives ouvertes : - comité de lutte - F.N.E.T.

Bilan de la grève

Vendredi 26 février, le Comité National de Grève décide, après un tour de parole des délégués présents, qu'il était préférable d'arrêter la grève.

POURQUOI ?

Plusieurs explications sont à donner :

- 3 semaines pour certains, 5 pour d'autres, les étudiants en ont assez : assez des menaces de l'administration (non-délivrance du diplôme, retrait des bourses), assez de l'U.N.E.F. - Renouveau qui veut briser le mouvement national (avec leurs journées d'action et toutes leurs « magouilles »).

- le gouvernement ne nous a rien accordé, car l'abrogation du décret du 19 mars, figurant comme un des points essentiels de la plate-forme des revendications, remet directement en cause la loi Faure.

Capituler sur l'examen, c'était capituler sur la politique de sélection, c'était porter un coup au bon déroulement de l'économie bourgeoise, au service des seuls patrons. Les seuls étudiants et I.U.T.-T.S., toujours considérés par le ministère comme les « enfants sages » de l'Education Nationale ne pouvaient faire reculer le ministère.

- tous, au niveau national, avons décidé la reprise des cours, car nous voulions une grève sérieuse. Grève sérieuse, cela signifie d'importants moyens d'action. Or, ce lundi 1^{er} mars, tout avait été mis en route pour faire aboutir nos justes revendications : grève nationale, appui local des syndicats (étudiants, enseignants, ouvriers, lettres recommandées tracts, délégations au ministère, manifestations à Paris et en province...)

repartir au combat contre le gouvernement où siège Guichard, et il faut noter que le lendemain, de nombreux étudiants en I.U.T. et T.S. ont pris part aux manifestations des lycéens et élèves de C.E.T. pour la libération de Gilles Guiot.

Les étudiants sont rentrés, tous ensemble, et partout ils tirent le bilan :

- Il faut que le combat, isolé dans une seule discipline, s'élargisse aux autres facultés, la mobilisation des étudiants en Droit et Sciences Economiques contre le décret du 19 mars montre que cela est à l'ordre du jour.

- Le Comité National de Grève a présenté les revendications des étudiants aux organisations syndicales ouvrières et en-

nérales, et centralisés dans le Comité National de Grève, qui a siégé à Grenoble. Dans le cadre des comités de grève, représentant la grande majorité des étudiants de chaque établissement, les militants U.N.E.F. ont mis leurs propositions à la discussion. C'est ainsi que fut décidé, lors du premier Comité National de Grève, qu'après une ultime délégation au Ministère, s'ils n'étaient pas reçus, les étudiants descendraient dans la rue en lançant un appel aux organisations syndicales enseignantes, ouvrières et étudiantes à soutenir leur manifestation. Des manifestations eurent lieu à Paris devant le



Ministère, en province devant les rectorats. A Grenoble, le jeudi 18 février, les étudiants ont défilé derrière les banderoles du Comité de Grève, avec l'A.G.E.G.-U.N.E.F. et le soutien de la C.G.T., de la C.F.D.T., du S.G.E.N. et du S.N.E. Sup. Les étudiants qui se battaient contre des points essentiels de la réforme Guichard, en particulier contre le décret du 19 mars, savaient qu'ils ne pourraient avoir la certitude de gagner à eux seuls contre les mesures qui touchent tous les étudiants. Le mot d'ordre « Guichard nous irons jusqu'au bout », lancé dans la manifestation signifiait que les étudiants en I.U.T. et T.S., forts de l'expérience d'une telle grève, sauront, avec les autres étudiants,

enseignantes et demandé leur soutien ; une question se pose : pour quoi les dirigeants nationaux du S.N.E.S. et du S.N.E. Sup. ont-ils refusé de participer aux intersyndicales de Paris pour une délégation commune au Ministère, empêchant ainsi l'unité de se réaliser ? A Grenoble, cette unité a été possible, nous devons nous donner les moyens de l'imposer au niveau national !

Il nous faut poursuivre la lutte, et pour cela, aujourd'hui où les Comités de Grève n'existent plus, construire l'arme permanente pour combattre et se rassembler : la Fédération Nationale des Etudiants Techniciens, Office Technique de l'U.N.E.F. C'est à quoi s'attacheront les militants U.N.E.F.

MAIS LES ETUDIANTS ONT REMPORTE UNE GRANDE VICTOIRE.

L'organisation spontanée des étudiants en comité national de grève prouve qu'ils en ont assez de la politique de sélection et de rentabilisation de Guichard, qu'ils en ont assez de ce gouvernement qui, tout au long du mouvement, s'est montré incapable de satisfaire les légitimes revendications des I.U.T. et T.S.

Cette victoire sera plus effective encore quand les étudiants comprendront (certains ont déjà franchi ce pas), la nécessité d'une organisation syndicale, la Fédération Nationale de l'Enseignement Technique, office technique de l'U.N.E.F., cadre de leur mobilisation PERMANENTE et capable d'assurer la jonction avec les étudiants des autres facultés, ainsi qu'avec les syndicats enseignants et ouvriers.

Etudiants, les problèmes des étudiants en I.U.T. et T.S. sont les mêmes que ceux des autres facultés, les mêmes que ceux des ouvriers, et seule une mobilisation de masse contre le gouvernement, contre la sélection, la répression, la participation, la déqualification, permettra d'obtenir satisfaction.

Pour la reconstruction de la F.N.E.T.

La F.N.E.T. (Fédération Nationale des Etudiants du Technique), Office Technique de l'U.N.E.F., a été complètement sabotée par son dernier bureau (à majorité P.S.U.) qui a démissionné en même temps que le Bureau National de l'U.N.E.F.

Au 59^e Congrès de l'U.N.E.F., à Dijon, il a été élu par les délégués des C.A. d'I.U.T. et T.S. un Collectif Provisoire. Ce Collectif a la charge de préparer le prochain Congrès de la F.N.E.T. qui se tiendra à Paris, les 25 et 26 mars 1971. D'autre part, à l'échelon régional, seront créés des C.E.S.T. (Cartel des Etudiants Supérieurs du Technique), qui devront centraliser dans leur région tous les C.A. d'I.U.T. et T.S., exemple à Grenoble : I.U.T. A et B, T.S. de Chambéry, Annecy, Cluses, Voiron, Valence, Vizille, Grenoble.

Au Comité National de Grève du 26 février 1971, à Grenoble, l'U.N.E.F. a fait la proposition suivante :

- Ayant pris connaissance de l'appel pour la reconstruction de la Fédération Nationale des Etudiants Techniciens, le C.N.G. soutient totalement cette initiative, permettant tout à la fois d'organiser les étudiants en I.U.T.-T.S. sur leur terrain propre et de faire la jonction avec l'ensemble des étudiants.

- Il appelle donc l'ensemble des étudiants en I.U.T. et T.S. à décider en A. G. de la construction de la F.N.E.T. et à se battre pour son Congrès de reconstitution avant un mois. Un Collectif provisoire issu du C.N.G. se proposera au B.N. de l'U.N.E.F. pour prendre tous les contacts en vue de cette réunion.

La reconstruction de la F.N.E.T. pour la Défense des intérêts de l'ensemble des étudiants en I.U.T. et T.S. constitue aujourd'hui notre principal objectif.
C.A. U.N.E.F. I.U.T.

"GUICHARD, nous irons jusqu'au bout !"

Le Comité National de grève des étudiants en I.U.T. et T.S., réuni le 26 février, a décidé de proposer la reprise des cours lors des prochaines Assemblées Générales d'étudiants.

La grève qui a, pour certains, duré plus d'un mois, et entraîné 32 I.U.T., 23 sections de T.S., et 23 autres de T.S. agricoles, s'est faite sur les revendications définies lors des Assises Nationales du Supérieur Technique, le 6 février :

- Non à l'examen terminal sous une forme déguisée ou non.
- Reconnaissance des D.U.T. et B.T.S. dans les Conventions Collectives Nationales.
- Programmes nationaux.
- Equivalence avec le 2^e Cycle de faculté.
- Reconnaissance du statut d'étudiant pour les T.S.
- Abrogation du décret interdisant le droit de grève aux T.S.
- Abrogation du contrôle des absences.
- Allocation chômage six mois après l'obtention du D.U.T.

Ces Assises Nationales, préparées par la Conférence du 29 janvier, alors que certains I.U.T. étaient en grève, ont permis dès le début, de forger l'unité des étudiants dans le combat. Les délégués ont défini la plateforme de revendication, et décidé d'appeler à la grève générale contre les propositions des corporatistes qui voulaient enliser le mouvement dans des commissions de participation, et contre l'U.N.E.F.-Renouveau qui, par la voix de « l'Humanité », annonçait... une « journée d'action » pour le mardi 9, proposition qui ne pouvait que disloquer le mouvement engagé.

Ainsi, les propositions d'action unitaire de masse, avancées par les militants U.N.E.F. des I.U.T., et reprise à une très large majorité, ont permis d'entraîner dans l'action des milliers d'étudiants contre Guichard ; preuve une fois de plus, qu'il n'y a pas de secteur où, pourvu que les objectifs soient discutés et largement définis, les étudiants ne peuvent engager la lutte contre le gouvernement de la sélection et du chômage.

L'unité d'action, les étudiants en I.U.T. et T.S. ont su la préserver en mettant en place leurs comités de grève élus et rendant compte devant les Assemblées Gé-

K'STORE
PHOTO
DRUGSTORE
26, cours Berriat

Posters suédois
Tous les produits Labo
REVELATEUR
FIXATEUR
PAPIER-PHOTO
PRIX DISCOUNT

≡
PHOTOCOPIE-MINUTE
IDENTITE - POLAROID



A bas la répression

**Châtiment des agresseurs de R. Deshayes!
Châtiment des agresseurs de J.-P. Speller!**

**Dissolution des
brigades spéciales !!!**



Déclaration de la famille de Richard DESHAYES

Nous, soussignés, parents de Richard DESHAYES, sauvagement attaqué par les brigades spéciales de la police parisienne, dénonçons la TENTATIVE DE MEURTRE DÉLIBÉRÉE dont a été victime Richard DESHAYES.

Nous avons les preuves et témoignages,

— que le projectile qui l'a frappé a été tiré à bout portant au visage alors qu'il était isolé et tentant de sauver une jeune femme blessée à terre, et que cette grenade n'était ni lacrymogène ni fumigène ;

— que le car de police secours appelé par la pharmacie n'a pas répondu à cet appel ;

— que la police a tenté ensuite, par tous les moyens, de s'emparer de la veste du blessé, parfois en se faisant passer pour un ami du blessé, cherchant ainsi à faire disparaître une pièce à conviction importante ;

— que le journal « Le Monde » s'est fait, dans son édition du 12 février, le porte-parole de la version non officielle de la police, alors qu'il n'a pas fait état des témoignages envoyés par la famille aux agences de presse et en portant une accusation ignoble contre la famille soupçonnée de vouloir truquer la pièce à conviction.

Nous appelons tous ceux qui luttent aujourd'hui pour la liberté en France à empêcher tout étouffement de cette tentative de meurtre.

Notre fils n'appelle, de son lit d'hôpital, ni pleurs ni soupirs, mais justice et vengeance.

M. DESHAYES Marcel, tourneur, son père.

Mme DESHAYES Nicole, contrôleur au ministère des Finances, sa mère.

Mme DESHAYES Claire, institutrice, sa femme.

Mme DESON Irène, O.S. 1, sa grand-mère.

M. DESON Jean, physicien au C.N.R.S., son oncle.

Mme DESON Françoise, sténo-dactylo, sa tante.

APPEL DES NORMALIENS D'AUTEUIL A TOUS LES NORMALIENS DE PARIS

Nous n'acceptons pas que l'un des nôtres, Richard Deshayes, soit mutilé à vie à l'âge de vingt ans et que les policiers des brigades d'intervention de M. Marcellin qui ont tenté de le tuer restent impunis.

« Avec des millions de jeunes, d'hommes et de femmes, nous voulons faire taire le bruit de bottes qui résonne dans ce pays. »

« Il nous faut comprendre la nature du combat que nous menons. Nous, normaliens, nous ne disons pas que PLEVEN est plus « méchant » que MARCELLIN, nous ne disons pas que MARCELLIN est pire que GUICHARD. Nous savons que GUICHARD n'est pas moins acharné à combattre les lycéens, les normaliens, les étudiants, que son compère MARCELLIN. Nous ne pensons pas qu'il y a d'un côté MARCELLIN — « le bâton » — et GUICHARD — « la carotte » —. Tous sont membres du même gouvernement. Tous sont unis. Tous sont solidaires dans l'offensive qu'ils mènent contre la jeunesse et les travailleurs, contre les libertés auxquelles nous sommes attachés.

« Aujourd'hui, le gouvernement s'acharne à détruire les libertés démocratiques : droit d'organisation, droit syndical, droit de manifestation (loi dite « anticasseurs »), droit à la justice, inviolabilité du domicile (loi antidrogue).

« Pour nous, les choses sont claires. Pour faire passer ces plans anti-ouvriers, sa sélection, sa rentabilisation, ce gouvernement doit museler les travailleurs, pire que GUICHARD. Nous savons que permet aux travailleurs et aux jeunes de s'organiser pour se défendre ».

Auteuil, le 26 février.

sirops de fruits
Teisseire
11 parfums



en desserts
en boissons et
en bidons...

Directeur de la Publication : René REVOL

PUBLICITÉ - RÉDACTION - ADMINISTRATION :
16, rue de la Poste - (38) GRENOBLE - Tél. 44.27.81

C.C.P. LYON 4802-97 — C.P.A.P. N° 50.711 — Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1971

Imprimerie de l'Essor Savoyard, Annecy